

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le premier ministre. Comme il reconnaît que le premier ministre du Québec a déclaré, à la télévision, vouloir assurer un bon gouvernement à la population du Québec sans prétendre que le séparatisme s'imposait pour lui permettre de le faire, le premier ministre admettrait-il en outre que M. Lévesque a remporté les élections grâce au programme social démocratique dont il a fait mention...

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Petite politiquerie.

M. Broadbent: Il a mentionné le programme...

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: C'était le programme de Marc Lalonde.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Les questions, qui manifestement sont destinées à attirer l'attention des députés des partis de l'opposition qui ont posé les premières questions, ne devraient certes pas être rejetées par la présidence vu leur importance et leur grande portée momentanée. D'autre part, ayant écouté très attentivement les questions jusqu'ici pour m'assurer qu'on cherche à obtenir du premier ministre des renseignements sur sa position, j'estime dans le cas de la dernière question qu'elle demande manifestement des renseignements sur un événement qui échappe à la responsabilité administrative du premier ministre.

LA VALEUR POUR L'UNITÉ DU CANADA DE MEILLEURES
POLITIQUES ÉCONOMIQUES DE LA PART DU GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je tâcherai d'obtenir ces renseignements. Le premier ministre ne convient-il pas que les propos de M. Lévesque relativement à la loi sur les langues officielles n'ont joué aucun rôle dans la campagne officielle du Parti québécois mais que ce qui a été déterminant dans cette campagne, c'est le besoin de programmes gouvernementaux en matière de chômage, d'habitation et de fiscalité? S'il est d'accord là-dessus, n'estime-t-il pas opportun que le gouvernement canadien s'occupe de ces programmes qui importent beaucoup aux Québécois comme aux habitants des autres provinces?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le gouvernement central maintient du mieux qu'il peut, en ces temps difficiles pour l'économie, les politiques que nous, du gouvernement fédéral, jugeons tout indiquées pour le Canada et les résultats continuent toujours...

M. Broadbent: C'est ainsi que vous avez perdu le Québec.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, cela fait trois ans qu'il n'y a pas eu d'élections fédérales au Québec. Les dernières se sont déroulées en juillet 1974 et nous les y avons remportées.

Des voix: Bravo!

Une voix: Mais aujourd'hui, Pierre, vous les perdriez.

[M. Trudeau.]

M. Trudeau: C'est un gouvernement provincial qui a perdu les élections au Québec...

● (1430)

M. Broadbent: Avec votre programme.

M. Hees: Avec votre concours, et c'était un gouvernement libéral.

M. Trudeau: Le parti qui a été défait ne prônait pas le séparatisme, mais l'amélioration du gouvernement. Je ne suis pas étonné que ce parti décide de se ranger sous l'étiquette sociale démocrate. Tant mieux si cela fait le bonheur du chef du Nouveau parti démocratique. Je me souviens qu'il y a quelques années, le premier ministre néo-démocrate de la Colombie-Britannique avait qualifié M. Lévesque, en dépit de son séparatisme, de Canadien éminent. Nous ne sommes pas de cet avis. Nous n'estimons pas qu'il est un Canadien éminent.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Il a peut-être gagné des élections en présentant une bonne politique gouvernementale. Nous tenterons de gagner les prochaines élections au Québec et ailleurs grâce à nos programmes et nos réalisations.

M. Baker (Grenville-Carleton): Que Dieu nous en préserve!

M. Trudeau: Voilà sur quoi porteront les prochaines élections fédérales, mais je ne suis nullement d'accord avec l'insinuation du chef du Nouveau parti démocratique.

* * *

[Français]

LES FINANCES

ON SUGGÈRE QUE LA BANQUE DU CANADA PRÊTE SANS INTÉRÊT AUX PROVINCES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, je voudrais, à mon tour, poser une question au très honorable premier ministre.

Hier soir, nous avons tous été témoins de la visite d'un premier ministre d'une province canadienne à des financiers américains pour leur parler de questions financières et en même temps expliquer son programme et non pas parler d'un problème de langue. Monsieur le président, je pose ma question, fidèle aux propositions qu'a toujours faites Réal Caouette pour garder le Canada uni, alors qu'il disait que nous devions financer les provinces et les aider à assurer le développement du secteur public. Étant donné les circonstances, est-ce que le très honorable premier ministre serait d'accord pour réviser les positions de son gouvernement et présenter à la Chambre des amendements à la loi sur la Banque du Canada afin de permettre aux provinces canadiennes d'avoir une source de revenus et de capitaux autres que les pays étrangers, afin d'éviter ce genre de spectacle déprimant où on voit de nos concitoyens à genoux devant des forces étrangères pour assurer le développement de notre propre pays? Est-ce que le gouvernement est sensibilisé à ce fait, et est-ce que pour lui l'unité nationale vaut le prix de prendre en main le développement du secteur public, par l'entremise de notre propre banque, la Banque du Canada?